



**EXIGEONS LE RESPECT
DES LIBERTÉS**

Page 4



**LUTTE CONTRE LES IDÉES
D'EXTRÊME DROITE**

Page 9



**LES LIGNES DIRECTRICES
DE GESTION**

Page 21

**fédération
des services
publics**

la
cgpt

Service Public

AVRIL/MAI/JUIN 2021 - N°120 - 1 € - cgtservicespublics.fr

MAGAZINE

COMBATTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

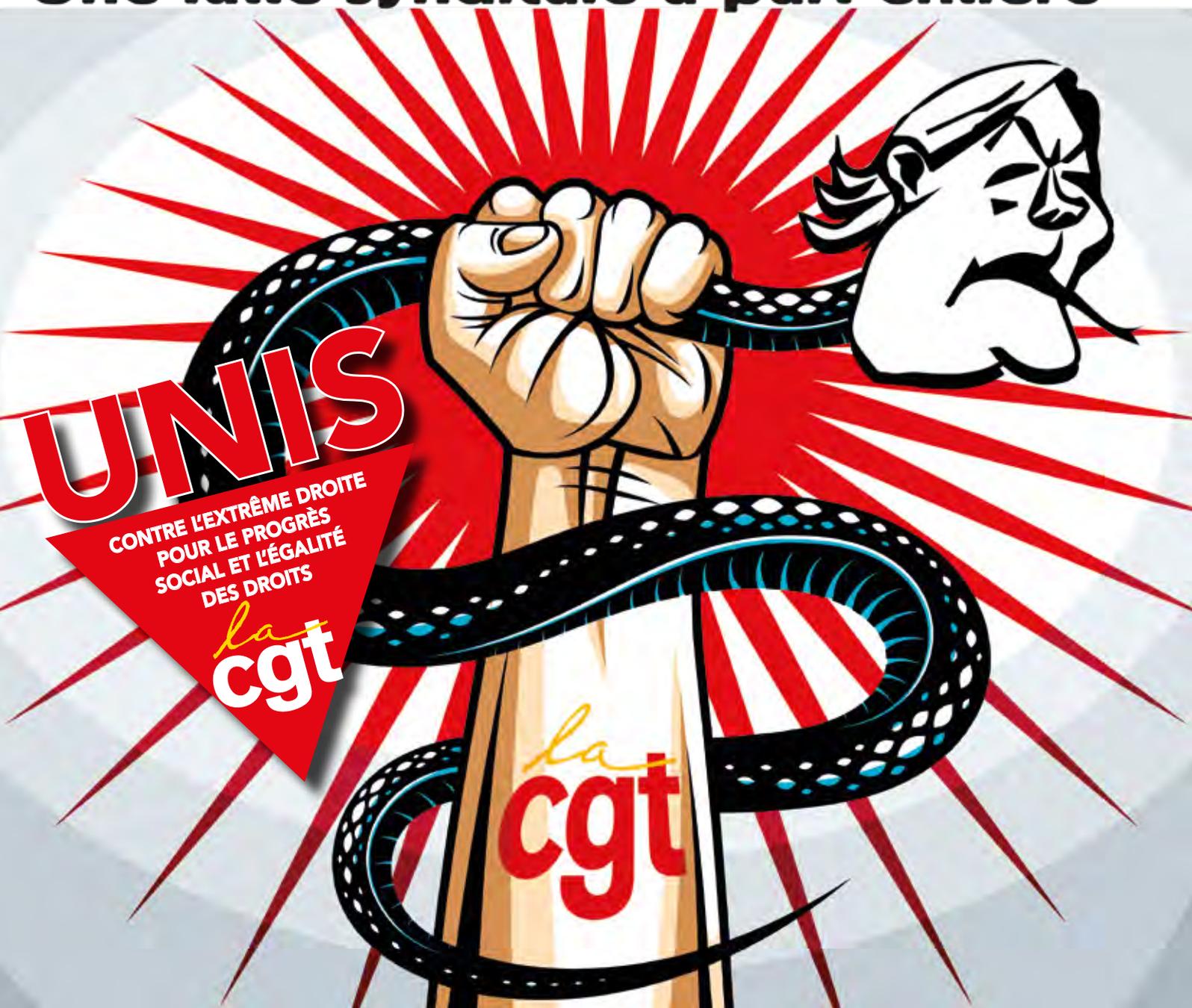
Une lutte syndicale à part entière

UNIS

**CONTRE L'EXTRÊME DROITE
POUR LE PROGRÈS
SOCIAL ET L'ÉGALITÉ
DES DROITS**

la
cgpt

la
cgpt



Cher lecteur, chère lectrice, afin d'utiliser au mieux l'argent de vos cotisations, nous avons engagé un travail de réduction des coûts de production de votre journal. Pour cela, nous avons notamment réduit fortement l'épaisseur du papier et modifié légèrement le format. Par ailleurs, dans un souci d'impact minimal sur l'environnement, ce journal est imprimé par un imprimeur labellisé « Imprim'vert ». Les encres utilisées sont végétales et le processus d'impression n'utilise pas de produits toxiques. Cette démarche de respect de l'environnement, nous y prêtons attention pour l'ensemble de nos productions.



MENTIONS LÉGALES

PUBLICATION DE LA FÉDÉRATION CGT DES SERVICES PUBLICS

263, rue de Paris - Case 547
93 515 MONTREUIL CEDEX
Tél. : 01 55 82 88 20
Fax : 01 48 51 98 20
Courriel : fdsp@cgt.fr
Site : www.cgtservicespublics.fr

Commission paritaire
n° 1224 S 07102

ISSN n° 1148-2370

Directeur de publication :
Jef LAIR

Impression, routage :
RIVET PRESSE EDITION
24, rue Claude-Henri-Gorceix
87022 Limoges cedex
Tél. 05 55 04 49 50

Sommaire

- 03 | Éditorial
- 04 | Actualité sociale
- 06 | Actualité fédérale
- 09 | **DOSSIER**
**Démasquer et combattre
les idées d'extrême droite**
- 21 | Statutaire LDAJ
- 23 | À lire



fédération
des services
publics

la
cgt

**Ensemble défendons l'égalité,
la neutralité, l'impartialité,
les services publics.**

La lutte contre le capitalisme passe par le combat des idées d'extrême droite

La CGT lutte collectivement pour les droits des salarié·e·s et surtout contre ce système capitaliste qui privilégie les plus aisés (je ne féminise pas ce terme car le patriarcat n'abdique pas dans cette classe) au détriment des plus démun·e·s. Il n'est plus à prouver que la division de la classe ouvrière est l'arme préférée de la classe dominante.

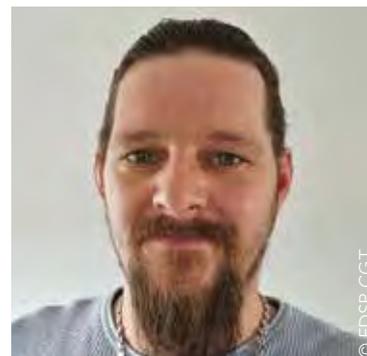
Que ce soit par le niveau social, l'ethnie, le genre, la religion... toute discrimination est bonne à prendre pour nous diviser. Or, c'est par l'éveil de la conscience qu'ensemble nous réussirons à sortir de ce système infernal. Bien évidemment qu'il est plus facile de regarder ce qu'il se passe chez son voisin que dans les caisses (ou les comptes offshores) de certain·e·s actionnaires, les médias poussent à la discrimination de proximité. Toujours est-il que celles et ceux qui coûtent le plus ne sont pas celles et ceux que l'on essaie de nous faire croire.

Aussi, toutes ces méthodes ne sont pas sans effet politique. Leur jeu consiste à faire monter l'extrême droite pour positionner la ou le candidat·e des riches en face et ainsi s'assurer la victoire à l'urne. Le danger est imminent camarades, à ce jeu certain·e·s vont se brûler les ailes. L'histoire nous a montré quelles sont les conséquences d'une politique d'extrême droite !

Des journées d'étude sont proposées pour analyser le discours de l'extrême droite. Ces journées sont ponctuées d'interventions de camarades étant confronté·e·s à des élu·e·s RN ou apparenté·e·s. Vous comprendrez, lors de ces journées, la violence établie à l'encontre de salarié·e·s qui ne pensent pas comme elles et eux. Nous

devons déconstruire leur idéologie néfaste avant qu'il ne soit trop tard. Politiquement, bien qu'antisystèmes dans le discours, les élu·e·s d'extrême droite sont les meilleur·e·s élèves de la politique d'austérité imposée par ce système capitaliste. Ils-elles ont d'ailleurs voté en mars pour les 343 Mds d'aides publiques pour les banques et les patrons. Elles et eux aussi ont sans doute applaudi à 20h, mais ils et elles auraient également continué à fermer des lits et à maintenir le gel de la valeur du point d'indice.

Ne soyons plus des «islamo-gauchistes pro-migrants» mais restons, tous ensemble, la classe ouvrière qui va renverser la stratégie de l'«élite» ! Ce mois-ci, dans le *Service public magazine* vous trouverez des arguments face aux mensonges organisés par la caste capitaliste et des réponses quant à la réalité d'une élection gagnée par l'extrême droite.



JérémY ZORZER-PEPI
Animateur de la CSD Moselle
Membre du groupe de travail Dispositif de lutte contre les idées d'extrême droite





#STOPLOISÉCURITÉGLOBALE EXIGEONS LE RESPECT DES LIBERTÉS FONDAMENTALES

Les textes sécuritaires et idéologiques, qui affaiblissent les libertés fondamentales et cherchent à faire écran au problème principal, celui de la précarisation des conditions matérielles d'existence que sont le chômage, la précarité, les inégalités, l'effondrement des services publics, les attaques contre la protection sociale, le manque d'accès à la culture ou à l'éducation populaire, mettent à mal la cohésion sociale.

L'adhésion aux valeurs de la République ne peut pas passer par un nouvel arsenal législatif et pénal, mais par des responsabilités partagées dont l'État doit être le garant. Il est aisé de déterminer que cette sur-renchère législative actuelle, à l'initiative du gouvernement, dessert d'autres buts que celui affiché, notamment camoufler sa responsabilité totale dans la crise sanitaire et économique actuelle. La fédération CGT des Services publics constate que l'état d'urgence dit sanitaire mis en

place par le gouvernement depuis plus d'un an a essentiellement permis une remise en cause sans précédent des libertés démocratiques et syndicales, dont la liberté de se réunir. **Nous demandons la levée immédiate de l'état d'urgence, l'abrogation de la loi sécurité globale, le retrait du projet de loi sur le séparatisme et la fin de toutes les mesures de la seule disposition gouvernementale reconduite depuis de trop nombreuses années, restant gelée pour les fonctionnaires territoriaux, c'est leur rémunération.**

LA CGT NE SE TAIRA PAS !

Le 1^{er} mai dernier, partout en France, nous étions des dizaines de milliers heureux, heureuses, de pouvoir enfin nous retrouver pour exprimer ensemble notre besoin de changement.

Il n'aura fallu qu'un instant pour que la réalité de la violence sociale dont sont victimes tant de travailleurs et travailleuses s'affiche dans toute sa brutalité...

Ce 1^{er} mai, la haine s'est abattue sur ceux et celles qui, face aux choix du gouvernement et du patronat, revendiquent un monde juste, solidaire et durable.

Trop compromis pour oser une analyse sur la gravité de ces actes, une partie des médias et quelques observateurs



© Patrice Leclerc

LOI SÉCURITÉ GLOBALE

CENSURE PARTIELLE DE LA LOI PAR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Suite à une large mobilisation citoyenne contre la loi «sécurité globale» à laquelle la CGT a activement participé, le Conseil constitutionnel vient de rendre une décision de censure partielle de la loi. C'est un immense camouflet pour le gouvernement, puisqu'une grande partie des dispositions emblématiques sont censurées!

intéressés s'acharnent à caricaturer notre organisation, cherchant dans chacune des blessures infligées à nos camarades la preuve de notre affaiblissement.

Faut-il que l'évolution du climat social en cette sortie prochaine de confinement les inquiète tant pour s'acharner de la sorte sur une organisation qu'ils décrivent volontiers comme moribonde ?

Il serait plus sérieux de reconnaître que le jeu «politicien» qui se joue pour préserver les intérêts de quelques profiteurs est des plus dangereux.

À vouloir faire taire les colères et les aspirations sociales qui montent, à brunir les discours et les lois de la République pour enfermer les débats sur les seules questions sécuritaires, à faire la part belle à l'extrême droite pour espérer conserver ou conquérir le pouvoir, c'est promettre de faire vivre des heures bien sombres aux travailleurs et travailleuses de notre pays.

La CGT ne se taira pas !

Défendant les valeurs de justice, d'égalité... antiraciste, elle sera là, aux côtés de tou-te-s les salarié-e-s pour organiser, proposer, construire avec eux et elles des solutions et faire grandir le mouvement pour les faire aboutir.



© DR

Plus de 1000 pages de contributions extérieures, venant des associations, syndicats et forces politiques défendant les libertés fondamentales et le respect de l'État de droit, dénonçaient cette loi liberticide.

La CGT, aux côtés du SAF, du SM, de la Quadrature du Net, de la LDH, du DAL, de Solidaires, a pris toute sa part dans ce combat pour la liberté de manifester et pour les libertés publiques.

Le Conseil constitutionnel a censuré partiellement ou totalement sept articles et a émis de sérieuses réserves d'interprétation sur quatre d'entre eux :

- censure totale du fameux article 24 qui prévoyait, au départ, l'interdiction de filmer les policiers, pour atteinte au principe de légalité et de peines du droit pénal car l'infraction de «provocation à l'identification» n'était pas suffisamment claire et définie;
- censure totale de l'expérimentation qui donnait à la police municipale les mêmes pouvoirs que la police judiciaire en matière délictuelle : le Conseil constitutionnel rappelle un principe fondamental d'un État de droit qui veut que seule l'autorité judiciaire

est garante de la liberté individuelle alors que la police municipale n'y est pas soumise mais placée sous l'autorité politique d'un maire;

- censure d'une grande partie des dispositions concernant l'usage des drones pour atteinte au droit au respect de la vie privée;
- censure de la vidéosurveillance dans les cellules de garde à vue et d'isolement dans les centres de rétention administrative (étrangers sans papiers) pour atteinte au droit au respect de la vie privée;
- censure d'un article aggravant les peines pour occupation illicite de locaux industriels ou agricoles qui visait clairement les occupations comme moyen d'expression revendicative (usines, champs OGM, logements vacants, etc.), article jugé comme un «cavalier législatif» lorsque le gouvernement utilise une loi pour y insérer un article qui n'a rien à voir avec l'objectif de la loi.

Néanmoins, de nombreuses dispositions très problématiques demeurent :

- l'extension à la police municipale de pouvoirs de vidéosurveillance (et à la SNCF et RATP);
- la surveillance des halls d'immeubles;
- la transmission en temps réel des images des caméras-piétons ou leur usage pour les gardes champêtres.

Néanmoins, pour la CGT, cette censure du Conseil constitutionnel est une belle victoire à mettre au crédit de la massive mobilisation citoyenne.

Dans le contexte socialement tendu et où les sirènes sécuritaires ont de plus en plus d'écho, il est heureux de constater que la lutte et les mobilisations paient et, ainsi, voir le gouvernement se faire sévèrement tacler par une leçon de droit sur la question des libertés fondamentales !

Montreuil, le 21 mai 2021

COLLECTIFS, SECTEURS ET GROUPES DE TRAVAIL

REJOIGNEZ-NOUS !



©Olivier Le Moal - stock.adobe.com

Notre 12^e congrès a fixé un programme de travail ambitieux à la direction fédérale. Malheureusement, le contexte social puis sanitaire nous a retardés.

La direction fédérale lance aujourd'hui un appel à candidatures pour constituer les collectifs, secteurs et groupes de travail qui nous permettront de mettre en œuvre les décisions que nous avons prises tous ensemble.

Ces collectifs sont thématiques et chacun peut trouver un sujet, revendicatif ou de

vie syndicale, dans lequel il peut s'inscrire.

Pour cela, vous trouverez sur notre site Internet :

- La fiche de candidature aux collectifs, secteurs et groupes de travail ;
- La liste des collectifs, secteurs et groupes de travail ouverts à candidature ;
- Éléments d'information collectifs.

Les fiches de candidature validées par le syndicat et la CSD, dans le cas où celle-ci octroie des heures dans le cadre de cette mise à disposition, doivent être retournées à la fédération via **fdsp@cgt.fr**.



Mise à disposition de candidature auprès de la Direction Fédérale pour les pôles QVS et REVENDICATIF

SECTEUR : Formation Enjeux statutaire/DLAI International

COLLECTIF * : _____

GRUPE DE TRAVAIL * : _____

Nom : _____

Prénom : _____

Né (e) le : _____ Sexe - F H

Catégorie C B A Affilié UPICT - Oui Non Retraite

Filière : _____ Cadre d'emploi : _____

Grade : _____

Syndiqué (e) depuis : _____

Syndicat actuel : _____

Département : _____

Responsabilités occupées

Dans le syndicat : _____

Dans le service : _____

Téléchargez le formulaire !
<https://www.cgtservicespublics.fr>
 > militants > vie syndicale fédérale
 > Appel à candidatures -
 Constitution collectifs, secteurs
 et groupes de travail

LISTE DES SECTEURS, COLLECTIFS ET GROUPES DE TRAVAIL FÉDÉRAUX OUVERTS À CANDIDATURE

Seteur Enjeux statutaires et DLAJ

- Cellule pré-contentieux/contentieux
- Enjeux statutaires
- Suivi de l'agenda social et des délégations CSFPT-CCFP
- Veille et ressources documentaires

Secteur international

- Europe – suivi affiliation EPSU
- Monde – suivi affiliation ISP
- Outre-Mer – suivi des conventions

Secteur formation

Collectif Statuts

Collectif syndicalisation/élections professionnelles

Collectif Démarche confédérale

Collectif lutte contre les discriminations

Groupes de travail :

- Dispositif de lutte contre les idées d'extrême droite
- Femmes mixité – égalité des droits
- Lutte contre l'homophobie et pour l'égalité LGBTQ+

Collectif rémunération, carrière, salaire socialisé Groupes de travail :

- CASC
- Droit à la carrière
- Protection sociale
- Rémunération
- Retraite

Collectif conditions de travail et droit d'intervention Groupes de travail :

- Qualité de vie au travail
- Télétravail
- Santé au travail
- Temps de travail
- 1607 heures

Collectif Précarité Groupes de travail :

- Bureaux d'embauche
- Collectif politiques publiques Groupe de travail :
- Projet de loi 4 D

Collectif Originaire Outre-mer

Collectif jeunes

Collectif formation professionnelle

Collectif filière administrative

Collectif filière technique Groupes de travail :

- Collecte et traitement des déchets
- Collèges et lycées
- Voirie et route

Collectif filière culturelle

Collectif filière sportive

Collectif filière animation

Collectif filière police municipale

Collectif filière sapeur-pompier SDIS

Collectif partie privée thanatologie

Collectif partie privée eau et assainissement

Collectif partie privée logement

LUTTE CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

LE 2 JUIN JOURNÉE D'ÉTUDE

Le pôle revendicatif fédéral a proposé à toutes les CSD une journée d'étude contre les idées véhiculées par l'extrême droite avec la participation du collectif fédéral.

Cette journée avait pour but la déconstruction du discours de l'extrême droite par le témoignage de camarades travaillant dans des collectivités gérées par le RN ou autres assimilés, l'analyse des discours et propositions, la démonstration des différences entre discours et mise en œuvre.

Autour de ce sujet, nous avons abordé également le capitalisme et ses manœuvres pour diviser la classe ouvrière.

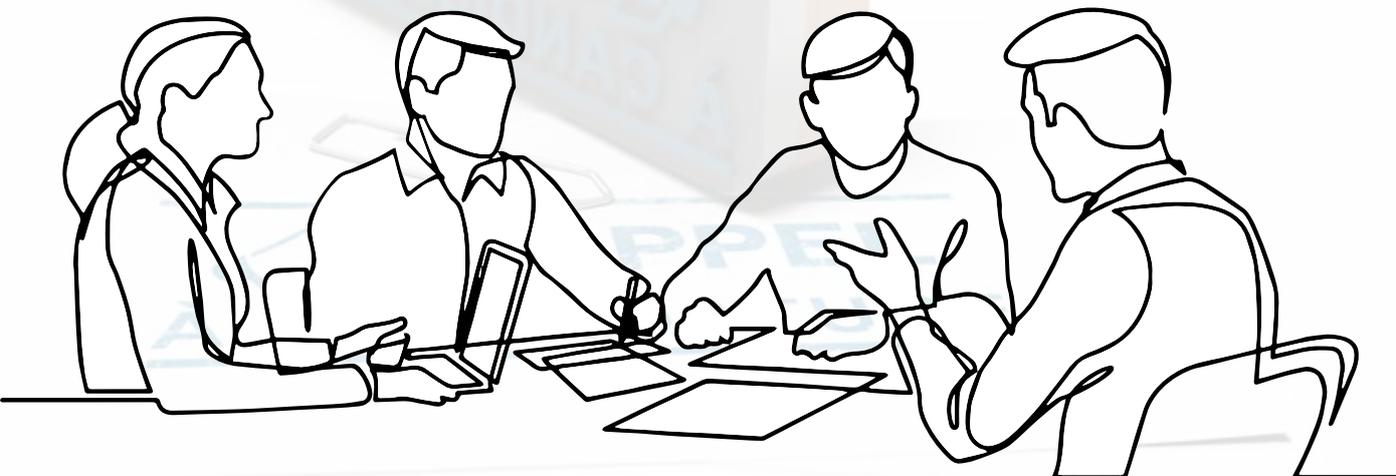
Déroulement de la journée :

- Accueil
- Prise de parole d'ouverture
- Vidéo d'appui (suivi d'un débat)
- Témoignage d'un camarade avec présentation d'un PowerPoint (suivi d'un débat)

Pause déjeuner

- Témoignage d'un camarade avec présentation d'un PowerPoint (suivi d'un débat)
- Prise de parole de clôture

Un compte rendu de cette journée sera publié sur notre site Internet.



LE CNFPT ACCOMPAGNE
LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES ET AGENTS
POUR RELEVER LES DÉFIS
DU SERVICE PUBLIC LOCAL

DÉCOUVREZ NOTRE
OFFRE DE FORMATION
ADAPTÉE AU CONTEXTE
SANITAIRE

#CNFPTAVECVOUS

+ d'informations sur
cnfpt.fr



QUAND LES TALENTS
GRANDISSENT,
LES COLLECTIVITÉS
PROGRESSENT



DÉMASQUER ET COMBATTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

UNE LUTTE SYNDICALE À PART ENTIÈRE

Au-delà de la question du libéralisme présenté par un large spectre d'organisations comme le seul horizon possible, ce qui distingue l'extrême droite, c'est la xénophobie et la haine des « autres » toujours attisées, entretenues, voire construites par les capitalistes au nom du diviser pour mieux régner.

La violence, elle, est constitutive des forces d'extrême droite, pour s'en convaincre il n'est pas nécessaire de remonter bien loin dans le temps : en France, en 2018, une trentaine de personnes étaient incarcérées pour des faits liés au terrorisme d'extrême droite. Le 20 mars dernier à Lyon, la

librairie anarchiste *La Plume Noire* a subi des assauts de l'extrême droite, le 25 mars, des militants du mouvement Action Française ont fait irruption au Conseil régional d'Occitanie avec une banderole contre les « islamo-gauchistes » pour tenter d'interrompre une assemblée plénière ; ce 1^{er} mai, aussi, la haine s'est

abattue sur ceux et celles qui, face aux choix du gouvernement et du patronat, revendiquent un monde juste, solidaire et durable. De tels actes se multiplient un peu partout en France dans le contexte d'un débat nauséabond alimenté par le gouvernement lui-même.

CE QUE NOUS ENSEIGNE L'HISTOIRE

Historiquement, les courants de droite autoritaire ont constitué au XX^e siècle, dans plusieurs pays en période de crise, le rempart du capital permettant

d'empêcher un bouleversement mettant à mal les intérêts du patronat et ses possédants (Italie fasciste, Allemagne nazie, Espagne franquiste, Chili de Pinochet entre autres).

« *Plutôt Hitler que le Front populaire* » disait le patronat français dans les années 1930. On constate aujourd'hui que les liens entre fascisme et grand capital restent d'une brûlante actualité.

CAPITALISME ET DIVISION DES TRAVAILLEURS

L'enracinement de la crise du capitalisme entraîne désindustrialisation, chômage, précarité, inégalités sociales, territoriales. Afin d'avancer dans la mise en œuvre de ses plans, le capitalisme a toujours cherché à diviser les travailleurs et travailleuses : divisions régionales, divisions entre public et privé, entre retraité·e·s et actif·ve·s, entre chômeur·euse·s et actif·ve·s et par tous les moyens selon les origines des travailleurs et travailleuses.

Pour cela, les tenants du système disposent de médias puissants, cultivent le développement de communautés aux intérêts particuliers et égocentrés, cherchant en permanence à diviser, ostraciser, à chercher partout des différences.

DUPLICITÉ DES POUVOIRS EN PLACE FACE À L'EXTRÊME DROITE

Les pouvoirs en place cherchent à orienter vers l'extrême droite la désespérance sociale, les promesses non tenues, les reniements, les besoins sociaux non satisfaits, la démocratie bafouée, la conduite de politiques ultralibérales et à **tout faire pour déconsidérer les organisations comme la CGT en mesure de porter les revendications sociales...**

Les politiques austéritaires imposées par la troïka (commission européenne, banque centrale européenne, fonds monétaire international) et conduites en Europe et en France par les gouvernements Macron-Philippe puis Macron-Castex viennent renforcer ce phénomène. Cultivant les inégalités, se fondant sur les nationalités, les origines,

Travail, Famille, Patrie, STOP AU F-HAINE !



**LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ,
NOUS SOMMES TOUS DES ÉTRANGERS !**

©info-com

les religions, les couleurs ou les sexes, elles cherchent à diviser, font ainsi le jeu du patronat et s'immiscent dans le monde travail. Pour mieux masquer son incapacité à ouvrir des perspectives de rupture et de justice sociale, l'extrême droite pratique la surenchère sécuritaire, identitaire et désignent des boucs émissaires.

Le RN, profitant d'une couverture médiatique complice, fait son miel de la dénonciation de l'étranger, il brandit la préférence nationale comme un étendard, il exacerbe l'opposition Français/non-Français, fait de l'identité française un totem. En réalité, il divise la classe ouvrière mais ne remet pas en question l'asservissement de notre économie au grand capital, il le soutient infailliblement. Le RN est clairement dans le camp de la bourgeoisie.

N'oublions pas que le premier « coup de pouce » donné au FN le fut par François Mitterrand qui demanda, dès 1984, aux médias de laisser une place à Jean-Marie Le Pen. L'objectif de Mitterrand était, alors, de diviser la droite. On connaît la suite.

IMPLANTATION DE L'EXTRÊME DROITE

La candidate du Front National, devenu Rassemblement National, a été qualifiée au second tour de l'élection présidentielle de 2017 et y a obtenu 36,90 % des suffrages exprimés (10 628 475 voix), autour de deux fois plus que Jean-Marie Le Pen en 2002. Le Rassemblement National a occupé, par la suite, la première place à l'élection européenne de mai 2019 avec 23,34 % des suffrages exprimés.

Les médias n'ont cessé de courtiser le RN, de le conforter dans le paysage politique, si bien que le temps de sa diabolisation est révolu. Si des critiques se font entendre, aucune ne rappelle ses racines réactionnaires.

des autres formes d'exploitation et de domination, contre les discriminations de toutes sortes... ». Notre fédération a pris la résolution, lors des congrès de Poitiers et Montpellier, de se déployer contre l'extrême droite. Elle a mis en place des

fichage des militant·e·s, la politique anti migrant·e·s de Macron, la remise en cause de la laïcité... qui ne sont que des mesures d'extrême droite...

LA CGT : UN REMPART CONTRE L'EXTRÊME DROITE

On constate chaque jour dans les médias, pour nous faire peur, nous diviser, un poids croissant des idées d'extrême droite. L'illusion de « solution nationale » face au néolibéralisme s'expose de plus en plus dans les débats publics.

FAIT MAJEUR DANS LA PÉRIODE

La crise mortelle dans laquelle nous entraîne le capitalisme provoque des situations de grande précarité, d'isolement, de repli qui sont le principal terreau sur lequel se développe l'extrême droite, mais le fait majeur de la période est celui du déagisme dont le mouvement des *Gilets jaunes* a été une expression. Déagisme du vieux monde, des organisations, abstentionnisme ouvrier et populaire massif aux élections.

LA CGT CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Est-il besoin de rappeler que l'un des fondements de la CGT ancrés dans la lutte de classe est (extrait de nos statuts) : « [d'] agir pour une société démocratique libérée de l'exploitation capitaliste et

journées d'étude à l'attention de nos militant·e·s pour mener la bataille des idées dans les collectivités territoriales. Elle a pris position pour dénoncer, de façon incessante, les idées d'extrême droite. Elle a travaillé et travaille encore à empêcher l'ancrage local, marchepied aux ambitions nationales du Rassemblement National. Il peut arriver que certain·e·s, dans nos rangs, doutent, voire cèdent aux thèses d'extrême droite. Quoi d'autre que la discussion franche, inlassable et pacifique, nourrie de nos expériences, pour convaincre les versatiles ?

Le combat contre le Rassemblement National et ses thèses est complémentaire de celui que nous menons au quotidien, il participe de l'émancipation des travailleurs et travailleuses. Dans la période, ce combat passe aussi par le refus de la loi sur le séparatisme, la loi sécurité globale, le

« Voter Le Pen quand on est dans la merde, c'est comme se tirer une balle dans la tête quand on a la migraine »

LES TERRITORIAUX FACE AU RN

Dans nos collectivités dirigées par l'extrême droite, dont le RN, on constate des attaques nourries contre la culture, les associations, les droits des femmes et notre système de solidarité en s'en prenant aux protections sociales. Les libertés syndicales, de la presse, de mobilisation et d'organisation sont menacées. Dénonçons leurs bilans municipaux, témoignons des pratiques antisociales du RN, rappelons qu'il veut supprimer un fonctionnaire sur deux

dans les collectivités territoriales.

Dans le climat actuel inflationniste des idées d'extrême droite, les syndiqué·e·s de la CGT, et au-delà d'eux·elles, les agent·e·s territoriaux·ales dans leur ensemble, doivent

pouvoir se prémunir de leurs ennemis, diviseurs de la classe ouvrière que sont les manipulateurs fascistes, c'est toute l'ambition de la journée d'étude du 2 juin en visioconférence et de toutes celles qui auront lieu, dès que possible, en territoire. Soyons nombreux et nombreuses à y participer !

Journée nationale de manifestation et de mobilisations le samedi 12 juin

Si la bête immonde sort de sa tanière nous retrouverons le chemin des bois
"J'ai froid", Jean Ferrat

UNIS
CONTRE L'EXTRÊME DROITE
POUR LE PROGRÈS
SOCIAL ET L'ÉGALITÉ
DES DROITS
la
cgt



CONSÉQUENCES D'UNE GESTION MUNICIPALE PAR L'EXTRÊME DROITE

Il est essentiel pour chacun de prendre la mesure des conséquences qu'engendre cette politique à l'échelle d'une municipalité. En effet, le clivage étant l'une des activités favorites de ces élu-e-s, la première difficulté arrivera par ce biais. Vous verrez ainsi le personnel se diviser en trois parties : celles et ceux qui sont ravi-e-s de cette élection, celles et ceux qui ont un avis réfractaire aux idées d'extrême droite et, enfin, et non des moindres, celles et ceux qui ont peur !

Cette dernière catégorie comprend les agent-e-s les plus fragiles et les plus vulnérables. Ce sont ces dernier-e-s auquel-le-s il faut prêter le plus d'attention. Tout sera mis en œuvre par la municipalité pour les mettre en confiance et s'en faire des allié-e-s. Il faut être vigilant à cela car c'est de cette manière qu'elles ou ils fermeront les yeux sur les attaques qui seront portées à l'encontre de celles et ceux qui ne partagent pas les opinions des élu-e-s. La gestion du personnel deviendra obscure car, comme après chaque élection, la valse des bureaux commence... Dans l'hypothèse d'une municipalité d'extrême droite, tous les postes importants de la collectivité seront attribués à des proches.

La proximité deviendra prioritaire dans les choix politiques de la municipalité, les

travaux se font à la demande d'administré-e-s individuel-le-s. Les investissements seront revus à la baisse au prétexte que l'ancienne municipalité dilapidait l'argent public. Vous constaterez rapidement que l'enveloppe allouée aux frais de justice deviendra de plus en plus conséquente. Plus important, toute politique gouvernementale visant à casser le statut de la fonction publique territoriale sera mise en œuvre rapidement tout en étant contestée par la municipalité sur les réseaux sociaux. L'extrême droite est la meilleure élève du capitalisme. Quelle que soit la stratégie de communication, les votes dans les plus hautes instances seront toujours défavorables à la classe ouvrière ! Dans les faits, le quotidien deviendra sombre car les différentes catégories d'agent-e-s précitées ne peuvent pas s'organiser. C'est gagné pour l'employeur,

les effectifs se scindent, les avis divergent et la politique ordurière peut se mettre en place quasiment sans contestation ! La CGT reste vigilante à ces stratégies et défendra ardemment chaque agent-e victime d'une quelconque discrimination. Notre engagement contre le système capitaliste, plein et entier, passe inéluctablement par la lutte contre les idées d'extrême droite. La fédération des Services publics ainsi que la confédération assurent régulièrement des formations et des journées d'étude afin de déconstruire le discours de l'extrême droite.

Ensemble nous formons la CGT et ensemble nous lutterons et vaincrons la montée de ces idéaux immondes et néfastes pour le bien commun.

Nous vous rappelons ici le principe fondateur de la fonction publique : « le service public est le seul bien de ceux et celles qui n'ont rien ! »

Battons-nous ensemble pour préserver un service public de qualité !

UNIS

CONTRE L'EXTRÊME DROITE
POUR LE PROGRÈS
SOCIAL ET L'ÉGALITÉ
DES DROITS

la
cgt

Natacha Pommet

Secrétaire générale de la Fédération CGT des Services publics

Voter RN pour un fonctionnaire c'est voter contre ses propres intérêts !

Depuis 2011, le Rassemblement National essaie d'élargir son auditoire en s'adressant aux fonctionnaires. Pourtant, à bien y regarder, il n'est jamais question de développement de la fonction publique ni d'amélioration des conditions de travail. Et pour cause, le principe de l'extrême droite c'est le rejet de l'autre, et notamment de l'immigré-e, en usant de caricatures erronées à base de chiffres volontairement gonflés et surtout sortis de leur contexte...

Le Rassemblement National évoque des montants exorbitants sur ce que « couvrirait » l'immigration en France. Ce qu'il oublie volontairement de dire c'est que chaque personne vivant en France paye des impôts et/ou des cotisations sociales : toute travailleuse et travailleur, avec la part

du salaire socialisé (retraite, CRDS, etc.), tout-e consommateur-riche avec la TVA... Cette partie contributive à l'intérêt général représente une part bien plus importante que les aides apportées.

À croire les arguments de ce parti et d'une partie de la classe politique française, la France serait en déficit à cause du de la fonctionnaire nanti-e, de l'immigré-e voleur-euse de prestations, du-de la retraité-e aisé-e (en opposition à la pauvreté de la jeunesse)... Il est donc juste de rappeler quelques vérités :

- La fraude au RSA représente environ 800 millions par an (mais le non-recours au RSA par méconnaissance du dispositif représente un gain de 5,7 milliards d'euros par an pour l'État). Ceci est à mettre en parallèle à la fraude aux impôts des sociétés qui représente environ 27 milliards d'euros par an, soit 34 fois plus...

- La fraude aux arrêts maladie représente environ 149 millions d'euros par an alors que la fraude à l'impôt sur le revenu représente, elle, 14 milliards d'euros par an, soit 100 fois plus...

- La fraude aux prestations familiales représente 119 millions d'euros par an alors que la fraude à l'impôt sur le revenu représente, elle, 17 milliards d'euros par an, soit 143 fois plus...

Mis bout à bout, si la fraude sociale existe (1,068 Md €, soit 0,07 % du PIB), elle démontre surtout un besoin d'augmenter les salaires et les minima sociaux. Elle est 64 fois moins importante que la fraude patronale (68 Mds €, soit 4,45 % du PIB) qui, elle, vise à augmenter les taux de profits.

Ce n'est pas le-la fonctionnaire, l'étrangère ou le-la retraité-e qui plombent les caisses de l'État mais bien le patronat qui refuse ainsi de contribuer au système social dont il bénéficie pourtant par le biais des aides publiques. C'est pour cette raison qu'à la CGT nous parlons de lutte des classes : les travailleuses et travailleurs face au patronat.

Si le Rassemblement National était véritablement du côté des fonctionnaires, il s'attaquerait à la fraude patronale... En détournant la travailleuse et le travailleur de cette lutte des classes, le RN démontre que ses messages à destination des fonctionnaires sont uniquement électoralistes.

Voter RN pour un fonctionnaire c'est donc bien voter contre ses intérêts de classe !

Baptiste Talbot Coordinateur CGT Fonction publique

Combattre notre pire ennemi partout et en toutes occasions

Il est un point commun que l'on retrouve tout au long de l'histoire de l'extrême droite : son hostilité profonde à l'égard du mouvement syndical et des conquêtes issues des luttes des travailleuses et travailleurs.

Les plus récents exemples d'accession au pouvoir de dirigeants d'extrême droite — Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil — se sont traduits par des mesures antisociales et des attaques contre le syndicalisme.

Par son programme, par ses prises de position, y compris son soutien affiché aux deux dirigeants précédemment cités, Le Pen se situe incontestablement dans ce courant politique, bien qu'elle s'en défende. Lorsque l'on prône la discrimination en fonction de l'origine et/ou de la religion, on favorise la haine et la peur, on divise les travailleuses et travailleurs, on joue le jeu du grand patronat et on est sans conteste d'extrême droite.

Les pratiques de gestion des élu-e-s issu-e-s du RN ou soutenu-e-s par celui-ci placent sans ambiguïté cette force politique dans le camp des ennemis déclarés de la Fonction publique, aux côtés de tous les autres partisans du Capital. Rappelons par exemple que Le Pen s'est positionnée pour le jour de carence et pour les suppressions d'emplois dans la Fonction publique territoriale

au motif que celle-ci serait pléthorique. Le maire de Béziers s'est quant à lui empressé d'appliquer la disposition scélérate votée par les macronistes sur les 1607 h, bien avant le délai maximal prévu par la loi. Ajoutons que le FN/RN, comme toute l'extrême droite française, s'est toujours caractérisé par sa détestation de la CGT. Au lendemain des attaques subies par nos camarades le 1^{er} mai 2021, Gilbert Collard a sans vergogne repris la rhétorique révisionniste de nos agresseurs en qualifiant notre CGT d'« *un peu collabo quand même* ». Outre son anti-syndicalisme primaire, cette réaction traduit la complicité idéologique qui unit les nervis fascisants du 1^{er} mai, fortement présents parmi nos agresseurs, et la vitrine institutionnelle de l'extrême droite. Cette connivence, tout comme le soutien affiché par Le Pen à la tribune pro-putschiste des généraux en retraite, vient nous rappeler la nature profondément antidémocratique et antisociale d'un parti qui ambitionne d'occuper les plus hautes fonctions de la République.

Cette force politique, tout comme les politiques régressives qui constituent son terreau, doit être combattue sans relâche. **Notre printemps des luttes, les élections régionales et départementales, constitue de ce point de vue d'importantes échéances.**

UNIS

CONTRE L'EXTRÊME DROITE
POUR LE PROGRÈS
SOCIAL ET L'ÉGALITÉ
DES DROITSla
cgt

Sébastien Delavoux

Direction fédérale

Face à l'extrême droite,
honorons leurs victimes

Dans le contexte actuel de la montée des idées d'extrême droite, les médias nous annoncent une présidentielle jouée d'avance et chaque individu pétri des valeurs humaines, d'égalité, de liberté, fraternité, se demande ce qu'il peut faire.

Il y a des actes collectifs et individuels à portée de main et de portefeuille pour tous, s'inscrire dans toutes les commémorations des victimes du nazisme, de l'extrême-droite et de l'intolérance. Près de chez soi, il y a des victimes à honorer pour le souvenir et pour porter le combat contre les idées qui font germer la haine, des colleurs d'affiches aux martyrs les plus connus : faisons grossir le public qui participe à ces cérémonies, constituons des groupes, des foules pour rappeler que Guy Môquet et ses frères martyrs exigent des mobilisations fraternelles contre les idées de haine.

Envahissons avec nos amis et camarades Oradour sur Glane, le plateau des Glières, le mur des Fédérés, la carrière des fusillés, les places Sémard, la forêt de la Braconne... et affichons nos valeurs et nos couleurs : pas de place pour le brun, ça finit toujours dans la stigmatisation, la haine et la violence, quelle que soit l'échelle du terrain qu'on leur laisse.

Soyons fier-ère-s et emmenons nos familles, collègues, à ces commémorations et rendons ces événements incontournables et médiatiques.

Ils sont nos symboles, fêtons-les dignement.

« **Le passé doit conseiller l'avenir.** »
Sénèque | Les lettres à Lucilius, LXXXIII vers 64



POUR ALLER PLUS LOIN
www.cgtservicespublics.fr
> Société > Lutte contre
les idées d'extrême droite

- Appel des organisations des Pyrénées-Orientales -

Les 3 et 4 juillet 2021, à l'occasion du congrès
du Rassemblement national à Perpignan,



Ensemble, disons **NON**
à l'extrême droite !



Le samedi 3 et dimanche 4 juillet 2021, à Perpignan, le congrès du Rassemblement national (RN) désignera son ou sa candidate officielle à l'élection présidentielle de 2022. Cet événement est d'une importance considérable, puisqu'il exprimera la volonté de l'extrême droite d'accéder au pouvoir en France, éventualité qu'il n'est désormais plus possible d'écarter.

À Perpignan et dans toutes les Pyrénées-Orientales, nos organisations luttent depuis des décennies contre la montée du racisme et du fascisme. Nos engagements militants, au-delà de leur diversité, ont notamment en commun le rejet de toute forme de discrimination, qu'elle soit raciste, sexiste, religieuse, homophobe, etc. Or le RN, même s'il tente depuis quelques années de lisser son image afin d'étendre son électoralat, reste le parti de la haine de toutes celles et tous ceux qui n'incarnent pas une identité nationale fantasmée et paranoïaque. Son obsession sécuritaire est incompatible avec la liberté de manifester et de s'exprimer, déjà gravement mise à mal depuis plusieurs années. L'extrême droite est le pire ennemi des droits sociaux et culturels et des libertés démocratiques, pour toutes et tous !

En tenant son congrès national à Perpignan, le RN montre qu'il veut faire de cette ville, dont il a pu s'emparer lors des dernières municipales, un laboratoire et un tremplin pour le pouvoir central. Nous devons en faire un haut lieu de la résistance à la montée de l'extrême droite dans ce pays.

Les associations, collectifs, syndicaux, mouvements et partis politiques des Pyrénées-Orientales soussignés demandent solennellement, à toutes les personnes, toutes les organisations, tous les collectifs et toutes les coordinations, en France comme ailleurs, convaincus que l'extrême droite représente un danger mortel et que sa progression n'a rien d'inéluctable, de signer et diffuser cet appel à manifestations. **Fédérons dès maintenant nos énergies pour dire non à l'extrême droite !**

**Rejoignez-nous à Perpignan
les samedi 3 et dimanche 4 juillet 2021 !**

Organisations signataires :

AFPS 66 - Agaureps Prométhée - l'Alternative ! Endavant - ANPNPA 66 - APEX 66 - ASTI 66 - CGT 66 - CNT 66 - Collectif bienvenue aux migrants dans le Conflent - Collectif droits des femmes 66 - EELV Pays Catalan - Femmes solidaires 66 - FSU 66 - GDS 66 - Génération.s 66 - Groupes d'action LFI 66 - JC 66 - LDH 66 - Legal team 66 - MRAP 66 - NPA 66 - PCF 66 - PG 66 - Planning familial 66 - PS 66 - RCP 66 - Solidaires 66 - VISA 66

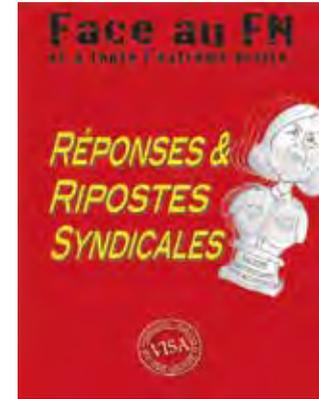
Pour tout contact : appel66contrelextremedroite@yahoo.com

Lutter contre les idées
d'extrême droite
et le racisme

En
téléchargement
sur cgt.fr

LUMIÈRE SUR
MAIRIES
BRUNES

8 euros
Collection
«Mauvais
temps»



VISA Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes

Les syndicalistes ont une responsabilité majeure dans la lutte contre le fascisme

Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA) est une association composée de plus de 100 structures syndicales. Depuis 1996, VISA recense, analyse et dénonce les incursions de l'extrême droite, et plus particulièrement du RN, sur le terrain social. VISA se veut un outil unitaire d'information, de formation, de réflexion et d'action pour toutes les forces syndicales qui souhaitent lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail. VISA publie régulièrement des articles et dossiers sur son site internet et édite des livres et brochures. L'extrême-droite, et particulièrement le RN,

avance masquée dans le monde du travail. L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN/RN a marqué une stratégie opportuniste de dédramatisation et de séduction du monde du travail dans un seul but : la conquête du pouvoir. Cette stratégie classique des fascistes s'appuie également sur le désespoir suscité par une situation sociale et économique désastreuse avec un pouvoir politique qui ne fait que lui donner du grain à moudre par ses lois réactionnaires et répressives. Mais ne nous y trompons pas, l'extrême-droite est l'ennemi mortel des travailleuses et travailleurs ! Depuis quelques années, l'activité de VISA

se décline par la création d'antennes locales dans plusieurs départements : VISA 13, VISA 83, VISA 34, VISA 29, et tout récemment VISA 66. D'autres VISA locaux sont en cours de création. C'est la meilleure réponse que nous pouvons faire face à l'extrême droite et à sa montée : l'unité du monde du travail, des syndicats qui s'associent de façon durable et partout sur le territoire. Les syndicalistes ont une responsabilité majeure dans la lutte contre le fascisme !

Pour plus d'informations :
www.visa-isa.org



BULLETIN D'ADHESION - VISA

assovisabis@gmail.com • www.visa-isa.org • association VISA

AU TITRE DE L'ANNEE 2021

.....
(nom, prénom et/ou structure syndicale)

.....
(adresse de messagerie destinée à recevoir les informations de VISA)

.....
(adresse postale de la structure syndicale)

adhère à VISA :

à titre individuel (montant *minimum* de cotisation annuelle : 20€)

au titre du syndicat (montant *minimum* de cotisation annuelle : 80€)

Fait le

signature/tampon

Bulletin à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre de V.I.S.A à :
Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes - 80/82 rue de Montreuil 75011 Paris



NON, L'EXTREME DROITE N'AIDERA PAS LA JEUNESSE !

La montée de l'extrême droite représente une menace pour les droits fondamentaux des jeunes tels que la liberté de mouvement, la lutte contre les discriminations et la protection des droits humains. La montée de l'extrême droite représente une menace pour les droits fondamentaux des jeunes tels que la liberté de mouvement, la lutte contre les discriminations et la protection des droits humains.

Ces partis menacent le respect des droits humains qui reposent sur les valeurs de la démocratie et qui nous permettent de vivre en paix. Étudier, travailler et se mobiliser, autant de libertés pour les jeunes qui seraient remises en cause avec l'extrême droite.

Le Parlement européen a pris position en faveur de mesures européennes pour résoudre le problème du chômage des jeunes, pour renforcer la protection contre les discriminations. Les partis d'extrême droite et anti UE cherchent à freiner ces progrès et à compliquer la vie des jeunes Européens. En 2017, l'abstention lors de la présiden-

tielle en France s'est élevée à plus de 20 % pour les deux tours, soit plus d'un électeur sur quatre. De plus en plus de jeunes rejettent les votes démocratiques tout en renforçant les mobilisations dans la rue. Cette abstention laisse malheureusement la place à l'extrême droite pour s'installer un peu plus année après année. Le meilleur moyen de susciter l'adhésion des jeunes à la lutte contre l'extrême droite et de prendre la dimension essentielle de celle-ci est l'information. Il faut toucher un maximum de jeunes en les formant et les informant. Il faut se souvenir de l'histoire, du mal qu'est l'extrême droite, du mal que ces partis ont fait et font actuellement dans le monde entier



envers les jeunes et plus généralement envers les êtres humains. Il faut communiquer et expliquer au maximum pour détruire cette image de sauveur qu'utilise l'extrême

droite pour rassembler en utilisant la peur et la division.

NON l'extrême droite n'aidera pas la jeunesse,
NON l'extrême droite ne donnera pas plus de travail,
NON l'extrême droite ne prônera pas l'égalité Femme Homme,
NON l'extrême droite n'augmentera pas les salaires,
NON l'extrême droite ne défendra pas l'égalité et la paix,
NON l'extrême droite n'améliora pas la vie,

NON l'extrême droite n'est pas une idéologie politique comme les autres !

LA STIGMATISATION DES BOOMERS !



Il y a les boomers et ceux qui ont encore le privilège passager de la jeunesse, mais qui devraient méditer les paroles de : « le temps ne fait rien à l'affaire... » d'un célèbre boomer à la moustache épaisse qui, en grattant sa guitare, poursuivait : « quand on est con, on est con. »

Ces jeunes pousses politiques vertes qui s'étoffent sur le terrain fertile de la médiocrité méritent cette volée de bois vert de la part d'un boomer fait en bois cassant. La campagne d'information du parti « Europe Ecologie Les Verts » d'Île-de-France pour sensibiliser les jeunes à voter n'est pas seulement maladroite, comme certains la qualifient pour minimiser la bourde, elle est exécration car elle n'était pas sans arrière-pensée. Dans un premier temps, le secrétaire général de ce parti, Julien Bayou, avant de feindre ignorer ces affiches, les avait re-tweetées. Rappelons qu'il brigue la présidence du conseil régional d'Île-de-France alors même que mon correcteur automatique ne le connaît pas et remplace systématiquement Bayou par Bayrou, c'est pour dire... combien une campagne était utile, mais certainement pas en stimulant un conflit générationnel. Capturer le vote des plus jeunes en se faisant passer pour les seuls et vertueux défenseurs de la planète pourrait être admis puisque tous les coups bas sont admis, semble-t-il, en politique.

Attaquer les retraité-e-s avec cette appellation de boomer, exprimée avec mépris, est inacceptable. Surtout que cela ne suffit pas encore à cette bande de jeunes arrivistes qui, pour mieux se démarquer, mêlent en vrac dans leur campagne les retraité-e-s, les chasseurs, Darmanin, Finkielkraut, Zemmour et les fachos, surtout les fachos !

Faut-il rappeler la lutte sans merci que de nombreux anciens ont menée contre les nazis et les fascistes et le lourd tribut

qu'ils ont versé ? Que d'irrespect vis-à-vis de tant de boomers célèbres dans la prise de conscience de la défense de l'environnement dont certains, nous imaginons, pourraient être leurs pères spirituels : René Dumont, Noël Mamère, Jean-Louis Étienne, etc.

La défense environnementale n'est pas le seul apanage des jeunes d'EELV. Jean Ferrat sur La montagne ou Michel Delpech admirant le vol des oiseaux sauvages peuvent se retourner dans leur tombe à entendre ces idioties.

Non ! Nous le disons fort, les retraité-e-s ne sont pas majoritairement des fachos et nous n'acceptons pas d'être stigmatisé-e-s et associé-e-s dans une série d'affiches qui visent en même temps les fachos, le premier flic de France, ce polémiste nauséabond et ce philosophe qui minimise l'inceste.

Les plus de 65 ans représentent le corps électoral qui soutient le moins la dynastie des « Le Pen ».

Certes, L'UFR CGT des Services publics regrette et combat les conservatismes sur lesquels des retraité-e-s s'accrochent parfois, mais n'oublions pas que ce sont des boomeuses qui se sont battues pour leur droit de vote et pour celui de disposer de leur corps, les boomers et boomeuses ont aboli la peine de mort et se sont éle-

vé-e-s contre les grandes injustices dans le monde. Les retraité-e-s ont souvent été un rempart contre les élections des élites du Front national, car préférant le Front populaire. Comme Serge Reggiani, les retraité-e-s veulent laisser les loups en dehors de la ville.

Il n'y a qu'une vérité sur l'affiche : les retraité-e-s iront bien voter en masse pour

**LA CGT
COMBAT
LE F. HAINE**

ne pas laisser passer l'extrême droite et agiront en ce sens en allant tracter et coller. Mais ils et elles ne se laisseront pas pour autant injurier par les radicaux verts. Ils et elles resteront vigilant-e-s sur le contenu des programmes et des campagnes politiques des futures élections. Devant l'imbroglie des constitutions des listes pour le scrutin des régionales, les boomers gardent aussi en mémoire d'autres tractations pour des unions politiques qui par le passé n'ont pas répondu à leurs aspirations.



RESISTANCE INTERNATIONALE À L'EXTRÊME DROITE

Dans la période que nous vivons, caractérisée par l'exacerbation des politiques libérales et leurs cortèges de casses sociale et démocratique, les mouvements et les partis populistes de droite et d'extrême droite se développent et parfois accèdent au pouvoir un peu partout en Europe mais aussi aux États-Unis, en Turquie, au Brésil, en Inde, aux Philippines, en Israël et dans d'autres parties du monde.

Tout récemment, des pays que l'on pouvait considérer comme « vaccinés » par une longue nuit de régime fasciste, ne font plus exception :

Au Portugal, 45 ans après la « révolution des œillets » qui mit un terme à plus de 40 ans de dictature fasciste, les dernières élections présidentielles ont placé le candidat du mouvement d'extrême droite « Chega » (« Ça suffit » en portugais) à la troisième place avec un score quasi équivalent à celui de la candidate du parti socialiste.

En Espagne, 40 ans après la mort de Franco, les toutes dernières élections de la région de Madrid ont connu la victoire d'une coalition composée de l'aile la plus droitière du parti populaire et du mouvement d'extrême droite Vox.

Dans ces pays, les syndicats progressistes sont fortement interpellés par le nombre grandissant de travailleur-euse-s, y compris parfois parmi leurs syndiqué-e-s, qui sont attiré-e-s par les discours populistes et xénophobes et leurs promesses simplistes d'emplois et de prestations sociales réservé-e-s aux seuls nationaux.

Ces visions nationaliste et ethnocentrique du monde s'opposent aux valeurs internationalistes démocratiques et pluralistes fondatrices du mouvement syndical.

En Europe et aux Amériques, régions du monde particulièrement marquées dans leurs histoires par des séquences fascistes particulièrement mortifères, les syndicats sont souvent en première ligne dans la lutte contre les idées racistes et les mouvements d'extrême droite.

EN EUROPE DU NORD

En **Allemagne**, après la chute du régime nazi, le mouvement syndical a développé très vite un ensemble d'actions pour contrer la montée des idées racistes et d'extrême droite parmi les travailleurs et travailleuses, adoptant une stratégie de non-tolérance à l'expression de ses opinions et pratiquant l'exclusion des membres et des sympathisant-e-s des partis d'extrême droite de l'adhésion au syndicat. La grande centrale allemande DGB a multiplié les formations et discussions sur les lieux de travail. Ces formations, au-delà de décortiquer

la véritable nature des partis d'extrême droite, sont conçues pour donner aux travailleurs et travailleuses des réponses syndicales et solidaires aux questions sociales et économiques. Dans la rue également, ces dernières années, les syndicats ont participé aux fortes mobilisations contre l'AfD. (« Alternative pour l'Allemagne », principal parti d'extrême droite). Avant la pandémie, une manifestation de près de 250 000 personnes a eu lieu en Allemagne contre l'AfD, regroupant syndicalistes et militant-e-s antiracistes.

Les **syndicats britanniques** ont également une longue tradition d'activité antiraciste et antifasciste depuis les batailles contre le mouvement fasciste des « chemises noires » de Mosley, supporter du nazisme dans la Grande-Bretagne des années 30. Dans les années 1970 et 1980, la lutte fut menée contre le Front national britannique. Aujourd'hui, les syndicats continuent de se mobiliser contre les idées racistes et d'extrême droite qui refont surface sous différentes incarnations. Parmi les initiatives mises en place figure l'organisation de voyages de solidarité dans les camps de réfugié-e-s de Dunkerque et Calais proposant aux travailleurs et travailleuses britanniques de se rendre dans ces camps avec des fournitures indispensables et mieux appréhender la situation et les histoires des réfugié-e-s. Dans les entreprises et les administrations, les syndicats luttent pour la mise

en place de chartes antiracistes promouvant les bonnes pratiques en matière d'emplois et de lutte contre les discriminations. Évolution aussi importante dans un pays au lourd passé colonial, des initiatives visant à « décoloniser » les programmes d'éducation, d'autant que, comme en France, le gouvernement conservateur multiplie les attaques contre les libertés académiques dans les écoles et les universités.

Après le Brexit, les décisions de ce même gouvernement, de nouvelles restrictions envers les travailleurs et travailleurs migrant·e·s, laisseront nombre de ces travailleurs et travailleuses, déjà mal payé·e·s et précaires, confronté·e·s à une exploitation et à des abus encore plus importants. C'est pourquoi aujourd'hui l'accent est mis sur l'organisation des travailleurs et travailleurs migrant·e·s.

connue coupable de meurtres et d'agressions de militant·e·s de gauche et de possession d'armes de guerre. Ce revers pour l'extrême droite n'était pas inévitable : la défaite politique et juridique d'« Aube dorée » ne se serait pas produite sans des actions et des stratégies antifascistes, portées notamment par les principales fédérations syndicales. En effet, elles ont joué un rôle essentiel pour que la lutte contre le racisme et le fascisme soit étroitement liée à la lutte contre l'austérité et les mesures de régression sociale en organisant les travailleurs et travailleuses immigré·e·s sur les lieux de travail pour l'égalité des droits mais aussi en s'engageant pour l'extension des droits sociaux, au logement et aux soins de santé pour les réfugiés.

Comme en Grèce, les **syndicats progressistes italiens** sont fortement engagés dans des

le patronat, comme par exemple la signature d'une convention collective nationale pour les livreurs d'Uber, Deliveroo..., sabotant ainsi les négociations et mobilisations en cours des salarié·e·s de ce secteur. Les syndicats progressistes italiens travaillent également à la promotion de la mémoire des luttes antifascistes avec les associations nationales de partisans dans des programmes de formation des salarié·e·s et aujourd'hui dans les écoles d'Italie.

À L'EST

Les **syndicats hongrois** ont connu une baisse spectaculaire du nombre de leurs membres depuis l'arrivée au pouvoir d'Orbán, nationaliste radical, anti-travailleurs et anti-travailleuses et anti-immigré·e·s au pouvoir. Ce gouvernement a, dès le départ, clairement fait



AU SUD

Les événements de ces dernières années en **Grèce** montrent que l'extrême droite peut être repoussée. Avant 2019, « Aube dorée », parti explicitement néonazi, comptait 18 députés. Aux dernières élections, le parti a perdu tous ses sièges et sa direction a été ré-

actions visant à contrer l'implantation de Lega (la ligue du nord, principal parti d'extrême droite) sur les lieux de travail et les syndicats par le biais de l'Union générale du travail (UGL, syndicat historiquement proche de l'extrême droite), « syndicat » particulièrement actif dans la signature d'accords régressifs avec

part de son intention de détruire les syndicats et les droits des travailleurs et travailleuses. Malgré la relative faiblesse syndicale, la « loi de l'esclavage » du gouvernement Orbán, comme l'appelaient les syndicats (loi qui notamment porte à 400 heures le nombre des heures supplémentaires annuelles que

les employeurs pourront payer trois ans plus tard) a créé un mouvement de protestation sans précédent. En 2019, les syndicats sont descendus dans la rue pour demander le retrait de la loi et ont été rejoints par des partis politiques de gauche et des organisations de la société civile. Cette année de résistance contre le gouvernement a favorisé une coopération plus étroite entre les différentes forces d'opposition qui a, entre autres, abouti à une montée de l'opposition lors des dernières élections locales en Hongrie.

La dernière grande mobilisation sociale en **Pologne** s'est construite en réaction à l'interdiction constitutionnelle de l'avortement par l'actuel gouvernement. Ce mouvement a mis en évidence l'importance de construire des réseaux de solidarité et de se mobiliser contre ce gouvernement particulièrement réactionnaire. Les manifestations organisées par « Strajk Kobiet » (grève des femmes) ont mobilisé des dizaines de milliers de personnes. Bien qu'une grande partie du mouvement syndical polonais (dont Solidarnosc) a une forte influence nationaliste catholique et soutient le gouvernement, les manifestations ont néanmoins attiré le soutien d'un large éventail de forces sociales (comme par exemple les agriculteurs ou les chauffeurs de taxi) et des secteurs du mouvement syndical comme notamment le syndicat des mineurs Sierpiec 80.

AUX AMÉRIQUES

AU NORD

La défaite de Donald Trump doit beaucoup aux efforts d'organisation et de mobilisation des syndicats, des mouvements populaires et anti racistes. À partir de 2018, l'administration Trump a été confrontée à une augmentation des grèves majeures, notamment de la part d'enseignant-e-s et de travailleurs et travailleuses des services. L'éclatement de la pandémie a vu les travailleurs et travailleuses se mobiliser face à l'incapacité du gouvernement de garantir des protections adéquates en matière de santé et de sécurité au travail pour les travailleurs et travailleuses de première ligne. Pendant la campagne électorale, les syndicats étasuniens se sont fortement mobilisés contre la réélection de Trump, menant des campagnes centrées sur le droit des travailleurs et

travailleuses, les droits syndicaux et pour une assurance-maladie pour tous.

AU SUD

Particulièrement meurtrie par des décennies de dictature fasciste, l'Amérique latine, après le reflux des gouvernements démocratiques et progressistes, est à nouveau marquée par la résurgence de mouvements et gouvernements néolibéraux d'extrême droite. Hier en Bolivie, aujourd'hui au Brésil, au Chili ou encore en Colombie, ces mouvements et gouvernements représentent à nouveau une grande menace pour la démocratie, les droits de l'Homme et sociaux.

Pourtant, l'énorme victoire de Luis Arce, candidat du MAS (Mouvement vers le socialisme) à l'élection présidentielle bolivienne, annonce non seulement un avenir meilleur pour le peuple bolivien mais démontre également la possibilité d'inverser la tendance sur le continent. Les mouvements indigènes, d'Afro-Boliviens, de paysans et paysannes et de larges pans du mouvement syndical ont résisté activement aux attaques de l'extrême droite et à la répression de l'État depuis le début du coup d'État en 2019.

Au Chili, les syndicats ont été fortement présents lors des grands mouvements qui ont repoussé le courant de la réaction porté par l'actuel gouvernement de droite et permis de donner au pays de nouvelles perspectives démocratiques. Le référendum arraché au gouvernement pour remplacer la constitution

de Pinochet est intervenu après des années de campagne et de manifestations de masse impliquant auprès des syndicats les mouvements indigènes, le mouvement des femmes et des étudiants.

Depuis plus d'un an, en **Colombie**, une coalition large de forces sociales composée de syndicats, de mouvements indigènes, de femmes et de jeunesse s'est mobilisée autour d'une vision politique et sociale progressiste, alliant paix et démocratie, mettant au premier plan les questions de pauvreté, d'inégalité et d'injustice sociale, raciale et de genre. Actuellement encore, les mobilisations, actions et grèves se multiplient dans tout le pays, malgré la répression féroce du mouvement. Le bilan est en effet très lourd : des dizaines de manifestant-e-s tué-e-s, des milliers de militant-e-s blessé-e-s ou arrêté-e-s.

Le mouvement syndical **brésilien**, lui aussi, n'a cessé de faire campagne et de se mobiliser contre la politique criminelle de Bolsonaro dans les domaines social, politique et sanitaire. Avant la pandémie, la grève générale contre la réforme des retraites du gouvernement a été suivie d'une série d'actions locales et nationales contre les privatisations, les coupes dans le secteur public, les licenciements et la non-gestion de la pandémie par le gouvernement d'extrême droite. Aux dernières élections municipales de novembre 2020, marquées par l'échec du parti de Bolsonaro, un grand nombre de candidat-e-s issu-e-s des mouvements sociaux et syndicaux ont été élu-e-s.



LOI FONCTION PUBLIQUE

On n'en
veut toujours
pas

LES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION

Les lignes directrices de gestion (LDG) sont introduites dans le cadre de la loi du 6 août 2019 et du décret 2019-1265 du 29 novembre 2019. Elles sont définies par l'autorité territoriale après avis du comité technique pour 6 ans maximum (avec possibilité de révision pendant cette période) et constituent le nouvel outil de la définition et de la gestion des politiques de ressources humaines.

Ainsi l'autorité territoriale doit, par la mise en œuvre des LDG :

1. déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, notamment en matière de Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences ;
2. fixer des orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels ;
3. favoriser, en matière de recrutement, l'adaptation des compétences à l'évolution des missions et des métiers, la diversité des profils et la valorisation des parcours profes-

sionnels ainsi que l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Les employeurs, bien que devant mettre en œuvre ces trois thématiques principales, s'affairent à présenter aux représentant-e-s du personnel, et notamment aux élu-e-s en comité technique, dans l'urgence et la précipitation, uniquement le point 2 – les orientations en matière de promotion interne et d'avancement de grade – puisque les CAP n'ont plus la compétence pour examiner ces décisions depuis le 1^{er} janvier 2021. Il est cependant important de se saisir des deux

autres thèmes car ils impactent également la carrière et le parcours des agent-e-s au sein de la collectivité. Cela fera l'objet d'informations dans les prochains numéros du *Service Public Magazine*.

L'ESSENTIEL À SAVOIR CONCERNANT LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE PROMOTION ET DE VALORISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS

Les LDG s'appliquent en vue des décisions individuelles (promotions, nominations, ...) prises à compter du 1^{er} janvier 2021 après avis en comité technique.

C'est ce qu'on appelait avant les critères de promotion interne permettant d'être inscrit-e-s sur le tableau de promotion interne. Des rencontres dans les Centres de Gestion ont eu lieu entre les employeur-e-s et les

représentant-e-s syndicaux-ales pour déterminer les critères dans cette instance. Parmi les critères qui peuvent avoir été retenus : l'ancienneté, la valeur professionnelle, les fonctions exercées, les concours et examens pro, les formations, les diplômes. Depuis le 1er janvier 2021, seul le Président du Centre de Gestion est compétent pour dresser les listes d'aptitude à la promotion interne avec un collègue d'employeur-e-s. Les représentant-e-s du personnel en sont, de par la loi, exclu-e-s puisque, contrairement à ce qui se passait jusqu'à maintenant, ces listes ne seront plus votées par la CAP.

CE QUE VOUS DEVEZ FAIRE

Les LDG relatives à la stratégie des Ressources Humaines doivent être mises à l'ordre du jour du Comité Technique (CT)

pour avis avant le 31 décembre. Pour 2020, les LDG en matière de Promotion Interne ont été transmises à votre collectivité le 1er octobre. La collectivité a du saisir votre CT pour avis avant le 30 novembre 2020. Les élu-e-s en CAP représentant-e-s du personnel n'étant plus concerté-e-s sur la liste des agent-e-s retenu-e-s pour la Promotion Interne, c'est à chaque agent-e, aidé-e de son syndicat, à être très vigilant-e sur ses possibilités de Promotion Interne, à demander à pouvoir en bénéficier dès qu'il-elle remplit les critères et à vérifier si toutes les informations le-la concernant, en fonction des six critères évoqués plus haut, ont bien été transmises au CDG. Il faut tout faire pour que la liste des agent-e-s proposé-e-s par les collectivités soit communiquée aux représentant-e-s du

personnel élu-e-s au Comité Technique, et, à minima, en CAP. Votre syndicat doit demander à l'employeur-e que les listes des agent-e-s promouvables leur soient transmises, c'est un droit. Vous pouvez ainsi vous rapprocher de votre syndicat pour avoir accès à cette information et vérifier si vous êtes proposé-e en vue d'inscription sur la liste d'aptitude. En cas de décision défavorable, vous pouvez déposer un recours auprès de l'employeur-e et être assisté-e par un-e représentant-e syndical-e.



Il faut redonner du sens et de la reconnaissance aux missions publiques, aux agentes et aux agents qui, dans des conditions rendues périlleuses, se dévouent pour le bien de la population. C'est tout l'objet de la campagne lancée par la CGT Fonction publique.

<https://10pour100.cgtfonctionpublique.fr>



Combattre la bête immonde

DE BERTOLT BRECHT (1898-1956)

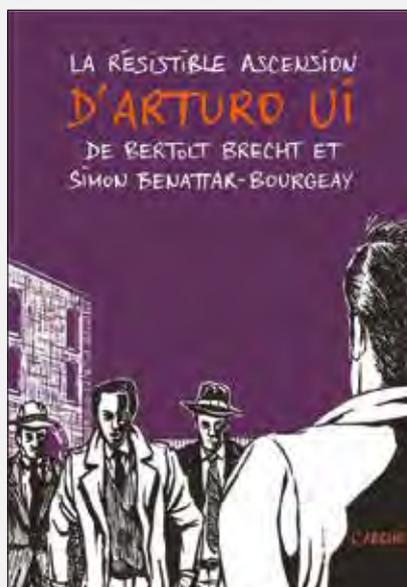
Dans son œuvre théâtrale et poétique, le dramaturge allemand a combattu sans relâche nazisme et fascisme comme avatars de la barbarie capitaliste. Il est en exil aux États-Unis lorsqu'il finalise, en 1941, cette pièce dans laquelle il vise à démonter les mécanismes de l'ascension d'Hitler au pouvoir en les transposant dans le Chicago des années 1930 avec le trust du chou-fleur en crise. D'Hitler à Al Capone, du nazisme à la pègre, les procédés sont les mêmes : intimidation, chantage,

détournement d'argent, menace, meurtre, jusqu'au cours grotesque de diction, chaplinesque, pour mieux haranguer les foules. « Le ventre est encore fécond... » prévient Brecht. Après le sixième anniversaire de sa mort en 2016, Arturo Ui traverse l'Histoire et parle toujours au présent.

La résistible ascension d'Arturo Ui

DE BERTOLT BRECHT (1898-1956)

Simon Benattar-Bourgeay, né en région lyonnaise en 1988, est comédien et illustrateur. Il a découvert l'œuvre de Brecht sur les planches. En 2016, il réalise une adaptation en bande dessinée de « La Résistible Ascension d'Arturo Ui ». Il puise ses influences aussi bien chez José Muñoz qu'Hugo Pratt (notamment la série « Corto Maltese ») ou Frank Miller.



La photo du trimestre

©DR

ORGANISATIONS SYNDICALES

**J'ai le pouvoir
de protéger
mon activité
syndicale.**



**Ce qui est essentiel pour nous à la Macif,
depuis plus de 30 ans, c'est de protéger
l'activité syndicale de nos partenaires.**

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
c'est un engagement de tous les instants.
C'est pourquoi, lorsque vous choisissez de défendre
les intérêts des salariés, la Macif est à vos côtés
pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Contactez-nous : partenariat@macif.fr

Assurances
Banque
Santé
Essentiel pour moi

